Du coût du sexisme et de la virilité pour la société

July Robert
Novembre 2026
13.573 signes

Les politiques d'égalité, telles que les congés parentaux, les dispositifs d'accompagnement des victimes, les campagnes de prévention, le financement des places d'accueil pour la petite enfance ou les politiques de lutte contre les violences, constituent toutes des coûts pour l'État. L'égalité a donc un prix, et on peut le chiffrer au centime près. Ces coûts sont régulièrement jugés exorbitants et sont souvent les premiers rabotés, comme en témoignent les mesures prises par le gouvernement Arizona et ses prédécesseurs. On pense notamment à la suppression des subsides de nombreuses associations de première ligne ces derniers mois, ou encore aux marchandages systématiques dont font l'objet certaines propositions de loi concernant l'avortement ou les lieux d'accueil des victimes de violences. Néanmoins, ces coûts deviennent étrangement invisibles lorsqu'il s'agit de mesurer les conséquences économiques et sociales du sexisme. Et pourtant, celui-ci se chiffre !

Il traverse l'ensemble de notre organisation sociale, mobilise des ressources publiques considérables, ampute la richesse collective, fragilise la Sécurité sociale et hypothèque les possibilités d'émancipation de la moitié de la population. L'égalité aurait donc un prix. Mais combien coûte l'inégalité ? Et pourquoi cette seconde facture ne figure-t-elle presque jamais dans les débats budgétaires ? Dans notre société patriarcale et capitaliste, les comportements qualifiés et reconnus comme masculins sont considérés comme étant la norme, et les politiques destinées à en limiter les conséquences constituent une charge supplémentaire pour la collectivité. Le coût des comportements virils, en particulier les violences, les infractions, leurs conséquences humaines et les dépenses publiques qu'elles entraînent, est énorme. S'il ne s'agit évidemment pas ici de faire un bilan comptable imputable à chaque homme en tant qu'individu, il nous paraît essentiel, et salutaire, de comprendre ce que coûte à la collectivité le maintien des rapports sociaux sexistes.

La virilité, une construction qui a un prix

Comme l'indique l'historienne et spécialiste de l'histoire des femmes Lucile Peytavin dans son ouvrage *Le Coût de la virilité*[1] : ce que la France économiserait si les hommes se comportaient comme les femmes, les hommes sont très largement surreprésentés parmi les auteurs de violences et d'infractions. Néanmoins, cette réalité statistique est rarement considérée comme un objet politique en soi. Pourtant, la virilité désigne un ensemble de normes, de comportements et de valeurs socialement construits qui associent traditionnellement la masculinité à la domination, à la compétition, à la prise de risque, à la puissance physique, à l'autorité et à la difficulté d'exprimer sa vulnérabilité. Au sein de notre société, elle constitue alors une sorte de permis social : celui de prendre davantage de place, de mobiliser les ressources des autres, de faire peser sur autrui les conséquences de ses comportements et, parfois, de considérer la domination comme une preuve de puissance.

Cette construction sociale de l'homme a un prix, et celui-ci est porté par la collectivité. Les statistiques belges relatives aux violences sexuelles donnent une première indication de l'ampleur du problème. Selon l'enquête UN-MENAMAIS (Understanding the Mechanisms, Nature, Magnitude and Impact of Sexual Violence in Belgium), menée en 2021, 42 % des femmes interrogées déclarent avoir subi au moins une forme de violence sexuelle avec contact au cours de leur vie, contre 19 % des hommes[2]. Par ailleurs, 16 % des femmes[3] déclarent avoir déjà été victimes de viol, contre 5 % des hommes. Selon les données de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, pour environ neuf femmes sur dix ayant rapporté des violences sexuelles, les auteurs étaient des hommes[4]. Sur cette base, nous pouvons affirmer que la violence n'est pas une anomalie extérieure à notre organisation sociale, mais qu'au contraire, elle s'inscrit aussi dans des rapports de pouvoir et des représentations de la masculinité portés par la société.

La facture des violences : qui paie réellement ?

Lorsqu'un homme commet un viol, une agression sexuelle, des violences conjugales ou une agression physique, les conséquences ne se limitent évidemment pas à l'acte lui-même. Il faut, lorsque la victime se manifeste, mobiliser, outre la police, une kyrielle d'intervenants : les services judiciaires, les urgences hospitalières, les services de santé mentale, les structures d'hébergement et les services sociaux, entre autres dispositifs d'accompagnement. Il faut également financer des enquêtes, des expertises, des procès, voire, dans une partie minime des cas, des peines de prison. Il faut soigner les blessures, accompagner les traumatismes et

---

[1] Lucile Peytavin *Le Coût de la virilité. Ce que la France économiserait si les hommes se comportaient comme les femmes*, Ed. Anne Carrière, Paris, 2021.

[2] UN-MENAMAIS. Understanding the Mechanisms, Nature, Magnitude and Impact of Sexual Violence in Belgium, URL : https://www.belspo.be/belspo/brain-be/projects/FinalReports/UN-MENAMAIS_FinalRep_v2.pdf. Date de consultation: 15 novembre 2026.

[3] Nous utilisons le terme « femme » à divers endroits dans ce texte lorsque les textes et les études sur lesquels nous fondons nos propos ne prennent pas la diversité de genre en considération. Le terme renvoie alors aux personnes qui se définissent comme telles.

[4] Lou Janssens, Viols et agressions : quels sont les chiffres des violences sexuelles en Belgique ?, URL : https://www.rtbf.be/article/viols-et-agressions-quels-sont-les-chiffres-des-violences-sexuelles-chiffres-en-belgique-11619699. Date de consultation : 14 novembre 2026.

prendre en charge les conséquences psychologiques à long terme. Il faut parfois compenser une incapacité de travail entraînant une perte de revenus, voire même parfois une interruption de carrière.

Il y a, dans cette répartition des coûts, une injustice supplémentaire : les victimes supportent une part considérable des conséquences de violences qu'elles n'ont pas commises. Elles doivent parfois quitter leur logement, changer de travail, déménager, interrompre leurs études ou renoncer à certaines activités pour assurer leur sécurité. Il s'agit aussi pour elles d'apprendre à vivre avec les séquelles physiques et psychologiques, alors que les institutions publiques prennent en charge une partie des dépenses nécessaires à leur reconstruction. Cette facture ne concerne pas seulement les violences physiques ou sexuelles. Le harcèlement, les intimidations, les menaces, les comportements sexistes et les discriminations au travail ont eux aussi un coût considérable. Ils provoquent du stress, de l'absentéisme, des départs, des reconversions contraintes, des pertes de revenus et des atteintes à la santé. Une enquête de l'IWEPS publiée en 2024[5] indique que près d'une personne sur quatre a déjà été confrontée au harcèlement sexuel au travail au cours de sa vie. La proportion atteint 32,9 % chez les femmes, contre 17,5 % chez les hommes.

Combien de femmes renoncent à un emploi, à une promotion, à une sortie professionnelle ou à une activité sportive parce que l'environnement leur est hostile ? Combien adaptent leurs horaires, leurs déplacements, leurs vêtements ou leurs comportements pour éviter les remarques, les agressions et les situations de harcèlement ? Combien de compétences et de potentiels sont ainsi gâchés avec évidemment un coût non négligeable pour la collectivité ? Ces renoncements ne figurent dans aucune statistique et ne donnent souvent lieu à aucune plainte. De ce fait, ils ne produisent pas nécessairement de dépenses publiques immédiatement identifiables. Pourtant, ils constituent une perte économique et démocratique considérable.

La Sécurité sociale, amortisseur des inégalités

Le sexisme ne coûte pas seulement à la justice et aux services de police. Il coûte également à la santé publique et à la Sécurité sociale. Les violences sexistes et sexuelles ont des conséquences sanitaires durables parmi lesquelles les troubles anxieux, la dépression, le stress post-traumatique, les troubles du sommeil, les diverses douleurs chroniques, les conduites addictives ainsi que d'autres difficultés relationnelles et professionnelles. Tout cela nécessite une prise en charge médicale et met en lumière le fait que les rapports de domination ont une incidence considérable sur la santé physique et mentale des femmes.

Nous avons la chance, en Belgique, de pouvoir bénéficier d'un filet de sécurité puisque la Sécurité sociale peut intervenir financièrement. Ainsi, elle protège les personnes lorsque leur santé ne leur permet plus de travailler, rembourse les soins et mutualise les risques. Néanmoins, cette intervention se fait en aval, alors qu'il est souvent déjà trop tard et que les victimes sont marquées à vie par leur expérience de la violence.

La tentation est grande de poser une question naïve, et pourtant toujours sans réponse aujourd'hui : pourquoi consacrons-nous autant d'énergie et d'argent à financer les conséquences du sexisme et si peu à en prévenir les causes ? Ce d'autant que le coût à prendre

[5] IWEPS, Les violences liées au genre en Belgique, 2024. URL : https://igvm-iefh.belgium.be/sites/default/files/downloads/rs-hs-gbv-fr-final.pdf. Date de consultation : 16 novembre 2026.

en compte est double : les femmes sont privées de ressources durant leur vie active et leurs droits sociaux sont fragilisés au moment où elles en ont le plus besoin.

Le coût de la virilité pour les hommes eux-mêmes

Il serait toutefois erroné de considérer que les hommes sont bénéficiaires du système viriliste, et les femmes ses seules victimes. D'ailleurs, à titre individuel, ils ne le sont pas. Entendons-nous bien : il s'agit d'une problématique sociétale et structurelle. Force est de constater que la virilité est aussi un piège pour eux. Elle leur impose de se montrer forts, performants, compétitifs, autonomes, parfois agressifs. Elle leur apprend à dissimuler leurs émotions, à considérer la vulnérabilité comme une faiblesse et à résoudre les conflits par la confrontation plutôt que par le dialogue. Cette injonction a des conséquences sanitaires et sociales. Les hommes sont davantage exposés à certains comportements à risque, aux accidents mortels, à certaines addictions et aux décès prématurés liés à des conduites évitables.

La culture viriliste produit donc aussi des hommes qui se mettent en danger, qui s'isolent, qui renoncent à demander de l'aide et qui peuvent transmettre à leurs enfants les mêmes injonctions dont ils ont eux-mêmes souffert. Cela ne signifie évidemment pas que les hommes et les femmes subissent les mêmes conséquences du patriarcat, ni qu'il faudrait effacer les rapports de domination derrière une symétrie artificielle. Les femmes restent les premières exposées aux violences sexuelles, aux violences conjugales, aux discriminations économiques et à l'appropriation de leur temps et de leur corps. Mais il nous importe de rappeler que la virilité est un système nuisible à l'ensemble de la société. Il ne s'agit pas de culpabiliser les hommes, mais de questionner les normes auxquelles ils sont socialisés et les privilèges que certains comportements leur permettent de conserver.

Et si nous investissions enfin dans la prévention ?

À ce stade, une question s'impose : que pourrait-on financer avec les ressources consacrées à réparer les conséquences du sexisme et de la virilité ? En fait, une partie de cet argent pourrait être consacrée à des politiques ambitieuses d'éducation à l'égalité dès le plus jeune âge, à des services publics de la petite enfance accessibles et de qualité, à des dispositifs de prévention des violences sexuelles et conjugales, à une meilleure formation des professionnels de la santé, de la police, de la justice et de l'enseignement, à une politique de lutte contre les discriminations au travail ou encore à une véritable redistribution du temps parental et domestique. Cette longue liste est d'ailleurs loin d'être exhaustive !

Il ne s'agit évidemment pas de prétendre que chaque euro investi dans la prévention produira mécaniquement plusieurs euros d'économies. Les politiques publiques ne se résument pas à un calcul de rentabilité. Dans cet ordre d'idées, la dignité, la sécurité et l'autonomie des personnes ne devraient jamais dépendre de leur rendement financier. Pour autant, il est tout de même frappant de constater que les politiques d'égalité sont si souvent sommées de démontrer leur efficacité économique, alors que les normes sexistes qui organisent nos sociétés échappent largement à cette exigence. On demande des évaluations aux associations féministes, des indicateurs de performance aux structures d'accompagnement, des justifications budgétaires aux services publics qui accueillent les victimes. Les associations croulent sous ce type d'injonctions alors que nos gouvernant·es ne sont jamais prié·es de chiffrer ce que coûte le fait de ne pas financer les politiques d'égalité.

Il faudrait peut-être inverser la charge de la preuve. Ce n'est, en effet, pas à l'égalité de justifier son coût. Au contraire, c'est à l'inégalité d'expliquer pourquoi nous continuons à en payer le prix. L'égalité n'est pas une dépense superflue. C'est un investissement dans la santé, la sécurité, l'autonomie et la prospérité collective. En définitive, le véritable luxe que nous ne pouvons plus nous permettre, c'est celui de continuer à payer le prix du patriarcat…